

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Tizi-Ouzou

Direction du Tourisme et de l'Artisanat

**Revue de presse de la
Direction du Tourisme et de
l'Artisanat de la wilaya de
Tizi-Ouzou**

**Du 16 Février 2015 au 05 Mars
2015**

Sommaire

- 1) **MODESTE RECOLTE D'OLIVES A TIZI OUZOU : A LA RECHERCHE D'UN LABEL**
- 2) **SORTIR DES SEMINAIRES POUR LANCER UN REEL DEVELOPPEMENT**
- 3) **TIZI OUZOU ABRITE LES FESTIVITES OFFICIELLES**
- 4) **LAISSONS L'ECRITURE DE L'HISTOIRE AUX HISTORIENS ET A SES ACTEURS**
- 5) **IFIGHA : L'OLIVE A L'HONNEUR A TABOURT**
- 6) **LA REUSSITE DE LA SAISON ESTIVALE DEPEND DE LA COORDINATION ENTRE DIFFERENTS SECTEURS**
- 7) **TOURISME ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN ALGERIE**
- 8) **DECADENCE ET GABEGIE. VALSE DES GESTIONNAIRES POUR DE MAIGRES RÉSULTATS**
- 9) **LA WILAYA DE TIZI-OUZOU PEUT PRETENDRE A L'EMERGENCE D'UNE ECONOMIE DE MONTAGNE (RESPONSABLE) REGIONS**
- 10) **VALSE DES GESTIONNAIRES POUR DE MAIGRES RÉSULTATS TIZI-OUZOU : PLAIDOYER POUR UN FONDS SPECIAL POUR**
- 11) **LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE**
- 12) **LE P/APW A PROPOS DE L'ECONOMIE DE MONTAGNE ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE EN KABYLIE**
- 13) **HAMEL ENTAME UNE VISITE DE TRAVAILLE ET D'INSPECTION A TIZI OUZOU**
- 14) **COLLOQUE A L'APW DE TIZI OUZOU : PLAIDOYER POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE**
- 15) **COLLOQUE A L'APW DE TIZI OUZOU : PLAIDOYER POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE**
- 16) **À QUAND UN FONDS POUR LES ZONES DE MONTAGNES ? COLLOQUE SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL A TIZI OUZOU**

17) وزارة السياحة ترسل الولاية للقضاء على النقاط السوداء استعدادا لموسم الاصطياف

18) التوقيع على مذكرة تفاهم بين الجزائر ودولة قطر في مجال الاستثمار السياحي العقاري

1. MODESTE RECOLTE D'OLIVES A TIZI OUZOU : A LA RECHERCHE D'UN LABEL TIZIOUZOU : LES AUTRES ARTICLES

Les récoltes des olives dans la wilaya de Tizi Ouzou ont connu, cette année encore, une sérieuse baisse, d'où une forte incidence sur les prix aussi bien de l'olive elle-même que sur l'huile et la main d'œuvre qu'elle nécessite.

Les principales causes sont les saisons sèches, comme celles de ces quatre dernières années (2012 à 2015) et les incendies qui ont décimé un nombre important d'oliviers au cours de la décennie 2000. C'est donc pour toutes ces causes, naturelles ou œuvres humaines, que des producteurs, propriétaires de pressoirs traditionnels, dont l'huile est très appréciée par le consommateur du fait que celle-ci conserverait toute sa saveur et son parfum, justifient la flambée du prix à chaque début de saison. C'est du moins l'avis d'un jeune spécialiste, gérant d'un pressoir traditionnel familial au village Tamassit, dans la commune d'Aghribs, Rabah Kessi.

Ce dernier avoue : « Cette année, j'ai commencé très tôt l'achat d'olives auprès de mes habituels fournisseurs possédant des oliviers qui produisent un fruit de meilleure qualité car entretenus adéquatement. Un quintal d'olives m'est revenu cette saison entre 11.000 et 12.000 DA, au lieu de 8.000 à 9.000 DA lors des précédentes récoltes. ».

L'année dernière, explique notre interlocuteur, il a cédé sa production à 650 DA le litre d'huile « normale » et à 800 DA l'extra-vierge (décantée). « Cette année, pour m'en sortir, je vends respectivement à 700 DA et à 1.000 DA les deux qualités, mais je suis convaincu que la quantité sera très faible pour l'extra-vierge, du fait que l'olive n'est pas aussi juteuse, conséquence d'une pluviométrie insuffisante ».

Nna Ouardouche Mouhaïa, du village Agouni Ghezifene, dira qu'elle broyait jadis elle-même, à la force de ses bras et de ses pieds, presque la totalité de sa récolte, à l'aide de ces broyeurs en pierre (averray), taillés et arrondis par des artisans-maçons spécialistes. Elle se donnait toute la peine en veillant afin d'extraire le maximum de l'huile « vierge », c'est-à-dire décantée directement de la pâte des olives, malaxées et piétinées préalablement avant que celle-ci ne passe à l'eau chaude pour réaliser la séparation du reste de l'huile de sa margine.

Cette qualité est généralement conservée pour des besoins en soins, notamment de la toux pour les enfants, ainsi que pour oindre le cuir chevelu, les gerçures de la peau des mains ou des pieds, concernant les jeunes filles particulièrement.

Salah Yermèche
El Watan
16 - 02 - 2015

2. «SORTIR DES SEMINAIRES POUR LANCER UN REEL DEVELOPPEMENT» HOCINE HAROUN. PRESIDENT DE L'APW DE TIZI OUZOU

Le concours du village le plus propre que vous organisez depuis deux ans connaît un grand succès, mais révèle en même temps l'abandon des villages par les autorités et même par les assemblées locales. L'avez-vous constaté ?

Nous sommes à la deuxième édition mais l'idée de ce concours, nous la devons à l'ancien président de l'APW, Rabah Aïssat (assassiné en 2006, ndlr). Notre motivation est d'encourager et de créer l'émulation entre les villages pour améliorer leur environnement. Cette initiative a connu un grand élan dans les villages. Ceci dit, je ne pense pas que les assemblées locales ne s'intéressent pas aux villages. Tous les programmes mis en place au profit des populations, à savoir les plans communaux de développement (PCD), le Fonds commun des collectivités locales (FCCL) et les subventions sur le budget de wilaya sont affectés en priorité aux villages. Ces dotations atterrissent dans les villages via les APC, parce qu'on ne peut pas financer directement les comités de village pour réaliser des projets. Nous n'avons pas le droit, en tant qu'APW, de gérer les comités de village puisque cela relève des missions des assemblées communales.

On ne va pas s'immiscer dans les affaires des maires, mais on sait que tout ce qu'ils font est dans l'intérêt des villages. Cela dit, le propre de cette forme d'organisation traditionnelle, à savoir l'assemblée villageoise, est de se donner les moyens pour prendre en charge les affaires de sa communauté. La liberté d'un comité de village est de pouvoir, en plus et en dehors des programmes publics, réaliser des actions.

J'ai été président de comité de village pendant 21 ans et je sais que la construction d'une petite salle pour les jeunes relève d'abord de l'initiative locale avant d'être celle de l'Etat.

Quand un village prend les devants, il trouve les financements nécessaires. Avec la disponibilité et la volonté de ses habitants, il arrive à s'autofinancer, mais il peut aussi arracher des subventions à la suite de démarches au niveau de l'APW ou du wali. Le succès de l'action villageoise dépend du niveau d'organisation et de dynamisme de son comité. Quand cela fait défaut, les villageois sont contraints d'attendre les opérations pilotées par l'Etat, ce qui peut prendre du temps, en effet.

Que fait l'APW que vous présidez pour débloquer des programmes de développement conçus au niveau central mais demeurant en suspens, notamment le fonds destiné aux zones de montagne ?

Le fonds pour les communes de montagne n'est pas encore mis en place, mais nous travaillons pour obtenir une mise en application. L'exonération fiscale et autres avantages pour ces régions sont prévus dans la législation, ils ne sont pas effectifs et cela demande de lutter pour leur mise en œuvre. Nous entreprenons des démarches à travers des écrits, des discussions directes avec les ministres et nous prévoyons, à l'APW, d'effectuer prochainement un travail pour relancer ce dossier très important pour notre région où la population vit en majorité dans des villages en zones montagneuses. On parle beaucoup de développement rural, mais cela reste jusque-là un simple sujet de débat. Sur le terrain, il n'y a pas quelque chose de palpable à part les initiatives des associations et cela reste minime. Il faut sortir du cadre des séminaires pour lancer un réel développement local.

Sur quoi les états généraux sur l'environnement organisés l'année dernière par la wilaya ont-ils débouché ? Ces réunions ont débouché sur des recommandations. On s'interroge : ce sont des recommandations pour qui ?

Qui va faire quoi ? Les états généraux sur l'environnement, c'est utile, mais cela reste encore de la sensibilisation. Les APC n'ont pas les moyens, ni financiers ni juridiques, pour créer des entreprises dans ce créneau ou des structures pour recevoir et traiter les déchets.

Il y a, dans la wilaya de Tizi Ouzou, trois projets de centres d'enfouissement technique (CET) bloqués par des oppositions de citoyens et ceux mis en service seront très vite saturés. Nous sommes en train de faire des propositions à l'administration pour trouver des solutions à ce problème.

Djaffar Tamani
El Watan
17 - 02 - 2015

3. TIZI OUZOU ABRITE LES FESTIVITES OFFICIELLES

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a présidé, mercredi à Tizi Ouzou, le lancement des festivités officielles commémorant la Journée nationale du chahid, coïncidant avec le 18 février de chaque année.

M. Zitouni s'est rendu, à cette occasion, au cimetière de M'douha où il a été procédé à la lecture de la Fatiha à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale, avant de présider une cérémonie de ré-inhumation de restes du chahid Ouchene Amar.

Le ministre a, ensuite, procédé à l'inauguration d'un Musée régional du moudjahid et effectué une visite d'inspection aux sièges des directions locales des moudjahidine et de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Il a procédé, à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, à l'ouverture d'une journée d'études sur la symbolique du chahid de la Révolution de novembre 1954, avant la distribution de récompenses à des jeunes ayant participé à différents concours culturels et artistiques portant sur la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance nationale.

R M
La Nouvelle République
18 - 02 - 2015

**4. « LAISSONS L'ECRITURE DE L'HISTOIRE AUX HISTORIENS ET
A SES ACTEURS »**
**TAYEB ZITOUNI PRESIDE LES FESTIVITES OFFICIELLES A TIZI
OUZOU**

Pour le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, il est nécessaire « de laisser le soin aux historiens que de verser dans une forme de polémique qui nuit aux hommes et à notre histoire ». Zitouni, qui a donné le coup d'envoi des festivités officielles de la journée du chahid à laquelle ont participé de nombreuses wilayas, s'est aussi adressé à la jeunesse en l'exhortant à être « ce rempart infranchissable contre toute tentative de déstabilisation du pays ». Il a, en outre, invité les jeunes à s'inspirer « des sacrifices consentis par nos valeureux martyrs et moudjahidine ».

Le ministre a soutenu que les principes du 1er Novembre constituent une source intarissable d'inspiration pour la jeunesse algérienne afin qu'elle se dresse « contre toutes tentatives visant à remettre en cause les acquis de notre glorieuse Révolution ».

Tayeb Zitouni n'a pas manqué d'exprimer sa fierté de célébrer cette journée à Tizi Ouzou qui constitue « le cœur palpitant de l'Algérie qui a enfanté les meilleurs hommes qui ont marqué la Révolution ». Il a saisi l'occasion pour rappeler le message adressé la veille par le président Bouteflika dans lequel il a appelé « la jeunesse à ne pas se laisser entraîner par les voix qui veulent remettre en cause les acquis et réalisations du pays tant par le passé que présentement et à succomber à l'illusion car l'Algérie par la grâce d'Allah, est fortement attachée à ses principales composantes identitaires avec à leur tête l'islam pour quelque motif idéologique ou politique que ce soit ».

Abdelkader Bouazghi, wali de Tizi Ouzou, a, à l'ouverture d'une journée d'étude sur la symbolique du chahid de la Révolution de Novembre 1954, tenu à remercier les hautes autorités du pays d'avoir choisi la wilaya de Tizi Ouzou pour abriter les festivités officielles de la Journée du chahid, rappelant les sacrifices consentis par les enfants de la région pour libérer l'Algérie du joug colonial.

Notons que le ministre des Moudjahidine, dans le cadre de sa visite, s'est d'abord rendu au cimetière de M'douha où il a assisté à la levée des couleurs nationales et à la lecture de la Fatiha à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération, avant de présider une cérémonie de réinhumation de restes du chahid Ouchene Amar. Il a ensuite procédé à l'inauguration d'un musée régional du moudjahid, avant de visiter les sièges de la direction locale des moudjahidine et de l'Organisation nationale des moudjahidine.

L'hôte de la ville des Genêts a également procédé, à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, à la remise des prix aux jeunes ayant participé aux concours culturel et artistique portant sur la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance.

Le représentant du gouvernement s'est, en outre, recueilli au monument des 22.000 martyrs de Tizi Ouzou, à l'entrée ouest de la ville, avant de poursuivre son chemin vers la commune d'Aït-Yahia Moussa où il a inauguré une stèle dédiée à la mémoire du colonel Krim Belkacem et baptisé le lycée de la région au nom du moudjahid Mohamed Moussaoui tout en honorant les veuves des chahada de la région.

Rachid Hammoutène
Horizons
18 - 02 - 2015

5. IFIGHA : L'OLIVE A L'HONNEUR A TABOURT TIZI OUZOU : LES AUTRES ARTICLES

La préservation, le soutien et la promotion du patrimoine oléicole de la région d'Ath Ghobri ont été remis à l'ordre du jour lors de la 2e édition de la fête de l'olive, organisée le week-end dernier au village Tabourt, dans la commune d'Ifigha, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou.

Les organisateurs de cette rencontre ont insisté sur l'impact économique et social de l'oléiculture, un secteur hautement symbolique qui permet à plusieurs familles de la région de produire un aliment de base pour les ménages et d'avoir un revenu supplémentaire grâce à la vente d'huile d'olive de Kabylie très prisée à travers le territoire national.

Outre les producteurs de la commune d'Ifigha, ce rendez-vous annuel de la fête de l'olive, qui a regroupé des producteurs venus des localités environnantes, telles que Bouzguene et Azazga, et des artisans, a attiré une foule nombreuse de visiteurs venus découvrir la région et acheter de l'huile d'olive. Il faut relever, la spécificité de la région d'Ifigha, qui se caractérise par ses étendues immenses d'oliveraies. La commune d'Ifigha détient pas moins de 300 hectares d'oliviers, dont quelque 200 hectares sont situés dans le territoire du village de Tabourt.

Un propriétaire terrien, Alim Belaïd, nous a déclaré être en possession, à lui seul, de plus de 200 oliviers et qu'avec le reste de sa famille, le patrimoine oléicole dépasserait les 800 oliviers. Dans le village, trois huileries traditionnelles continuent encore à fonctionner.

Toutefois, le prix de 800 DA le litre affiché par les exposants n'a pas encouragé les acheteurs à mettre la main à la poche. Les producteurs ont expliqué cette cherté par la faible production d'olives enregistrée ces deux dernières saisons, en raison de la sécheresse et de la destruction d'une grande partie des oliveraies de la région suite aux incendies. Les nombreux visiteurs ont été conviés durant deux jours à la dégustation de plats gastronomiques à base d'huile d'olive.

Kamel K
El Watan
22 - 02 - 2015

6. LA REUSSITE DE LA SAISON ESTIVALE DEPEND DE LA COORDINATION ENTRE DIFFERENTS SECTEURS



Plage de Madagh à Ain El Kerma, Wilaya d'Oran

ORAN - La réussite de la saison estivale est tributaire de la coordination entre différents secteurs, au tant au niveau central que local, a estimé, lundi, à Oran, le Secrétaire général du ministère du tourisme et l'artisanat, Ahmed Kaci Abdellah.

Présidant une rencontre régionale sur l'évaluation des préparatifs de la prochaine saison estivale, Kaci Abdellah a souligné que "la réussite de la saison estivale est la conséquence d'une coordination maîtrisée entre les différents secteurs au niveau central ou local, avec la participation des professionnels et acteurs du domaine touristique".

Pour lui, les entraves rencontrées à chaque saison estivale nécessitent une intervention conjointe des secteurs et ce dans le souci de garantir toutes les conditions d'une bonne villégiature et de repos aux estivants.

Le même responsable a estimé que dans plusieurs domaines liés à la saison estivale, il est préconisé l'élaboration de plans d'action et d'intervention avec le concours de tous les secteurs, à l'instar des collectivités locales, du tourisme, des transports, des travaux publics, de l'environnement et autres.

D'autre part, Kaci Abdellah a mis en exergue les atouts et les potentialités que recèle le littoral Ouest du pays qui compte 167 plages dont 106 autorisés à la baignade. "Cet acquis nous incite à développer le tourisme balnéaire", a-t-il estimé.

Il a également mis en exergue la nécessité de dégager des assiettes foncières au niveau du littoral pour la réalisation de projets touristiques comme les hôtels et complexes ainsi que des camps de vacances au profit des familles.

Le SG du ministère du Tourisme a souligné qu'il est prévu la délimitation d'espaces proches des plages pour abriter ces camps de vacances, signalant que sept sites ont été retenus, à cet effet, dans les cinq wilayas côtières Ouest (Chlef, Mostaganem, Oran, Ain Témouchent et Tlemcen). Ce qui représente une superficie globale de plus de 9 has et une capacité d'accueil de 2.000 places.

La rencontre régionale d'Oran est la deuxième du genre après celle tenue dernièrement à Béjaïa, rassemblant des wilayas côtières de l'Est.

Une troisième rencontre est prévue à Alger pour les wilayas du Centre.

L'Algérie dans sa diversité géophysique, patrimoniale, offre des opportunités inégalables pour identifier et sélectionner plusieurs territoires éligibles à un développement touristique ciblant les populations rurales. Presque tous les milieux naturels, disposent des atouts qu'il s'agit de potentialiser de façon cohérente, suivant une vision homogène, en assurant les moyens et les outils aux acteurs locaux, en vue de valoriser, tous les actifs naturels, environnementaux et patrimoniaux des territoires dans un souci de durabilité et de préservation des équilibres naturels des milieux.

EN MILIEU MONTAGNEUX

L'Atlas tellien et ses sous-ensembles " d'est en ouest " l'Atlas Blidé en, les monts de l'Ouarsénis, des Beni Chougran et du Dahra, à l'ouest, les monts de Kabylie, les monts du constantinois et de l'Edough à l'est ainsi que les différentes plaines et vallées qui s'y incrustent, tous ces ensembles montagneux, offrent les conditions optimales, requises, pour un développement touristique communautaire, basé sur une approche de durabilité, impactant les populations locales et valorisant les potentialités naturelles, culturelles et patrimoniales. Les mêmes offres et actifs naturels, s'offrent dans toute la chaîne de l'Atlas Saharien, d'est en ouest avec des possibilités diverses, en matière de tourisme solidaire, en tourisme vert et rural, couplés à une vision d'un écotourisme spécifique à chaque sous ensemble naturel.

A ce titre, les monts des Aurès, avec ses deux façades nord et sud, les monts des Nemencha, des Zibans, des Ouled Nail et les monts des Ksour plus à l'ouest, ont la particularité d'avoir des gisements touristiques incontestables " sommets, vallées, rivières, pics montagneux, massifs forestiers, auxquels s'ajoutent des richesses faunistiques et florales, des patrimoines matériels et immatériels, des produits du terroir et des savoirs faire ancestraux, jalousement préservés dans certains cas, en artisanat, fêtes traditionnelles, chants et danses du terroir..

AU SAHARA

Sur les hauts plateaux et dans le grand Sahara, la diversité est là, à portée de main avec sa richesse, dans le Mزاب, le Souf, le Gourara, le Touat, le Tidikelt et toute la Saoura, en passant par les ensembles naturels des deux ergs et du plateau du Tademaït. A l'extrême sud le Hoggar et sa déclinaison géographique, vers le sud et le nord, les plateaux du Tassili à l'est, considérés comme de grands parcs culturels du Sahara, auquel s'ajoute la région de Tindouf le pays des Reguibat, ont tous les marqueurs identitaires et naturels pour devenir les éléments de base, dans la construction d'une destination durable et verte.

Un intérêt particulier à cette vision novatrice du tourisme, devrait attirer l'attention des pouvoirs publics détenteurs des moyens et de l'acte décisionnel, de réfléchir sur les voies et les moyens les plus appropriées de créer des synergies entre les différents acteurs publics et privés, selon une approche de partenariat " publics privés " à tous les échelons territoriales en vue de potentialiser les moyens et les outils sur des convergences d'actions et de projets réalisables et impactant les territoires et les communautés. Promouvoir les idées et les projets viables, faciliter, accompagner les promoteurs les développeurs et tous les acteurs de la chaîne de production et de commercialisation des produits touristiques demeurent, une option nécessaire, pour donner vie à des territoires touristiques, revitaliser des espaces naturels et intégrer des patrimoines et des savoirs faire dans la composante des offres touristiques.

CRÉER LE CADRE D'ÉVOLUTION DU TOURISME DURABLE EN ALGÉRIE

Les carences en matière de développement touristique durable, sont réellement criardes dans la législation actuelle du tourisme. Ces insuffisances, négatives influent sur la vision et les la stratégie à adopter et les objectifs à atteindre en matière de flux touristiques, de recettes et d'emplois du tourisme en Algérie. Définir le cadre législatif et réglementaire du développement d'un tourisme alternatif basé sur de nouvelles filières, de tourisme rural, de tourisme solidaire et d'écotourisme, permettra de donner une visibilité d'actions, tant aux pouvoirs publics, que pour les acteurs du tourisme durable en Algérie, Hébergeurs, transporteurs, investisseurs, animateurs des espaces... mais, aussi, maximiser la création d'emplois en milieu rural, revitaliser des territoires touristiques, donner les moyens à des populations constitués d'accueillants

à se prendre en charge et créer des niches touristiques, capables d'apporter des plus-value à ces territoires quelques fois désertés. Concevoir une stratégie de développement d'un tourisme durable serait le grand chantier à ouvrir en vue d'identifier les plans d'actions territoriales à mener selon des échéances bien précises et soutenus par des moyens adéquats et opérationnels.

Il serait même opportun d'entrevoir la réalisation d'un schéma directeur de développement touristique durable spécifique valorisant des filières novatrices et englobant une approche opérationnelle issue des réalités locales. Gravitant autour des idées clés :

- Identification des potentiels de chaque espace d'accueil touristiques.
- Identification des filières et des produits à promouvoir.
- Identification des hébergements injecter, à valoriser réhabiliter, dans le cadre de la mise en place d'un maillage d'hébergement de plein air HPA maison d'hôtes, chambres d'hôtes, camping auberge, gites, chalets, pensions et autres hébergements insolites zeriba, tentes nomades, campement Saharien, caravansérail maison de charmes, guest house, écologie, refuge et relais de montagnes.
- Scannage territorial de tous les produits et leurs variantes trek, méharée, randonnée.
- Mise en place d'une stratégie de promotion de communication sur ces territoires pour plus d'attractivité et plus de notoriété.
- Réseautage des acteurs, associations, voyagistes guides, transporteurs, hébergeurs, selon les territoires, les produits et les filières, pour plus de cohésions et de cohérences dans la démarche.
- Identification et choix des supports à préconiser pour le positionnement des acteurs sur les marchés.
- Usage des technologies de la communication, création d'événements, enducteur, Works shop pour les voyagistes.
- Mis en place, d'un plan de formation et de mise à niveau, pour tous les acteurs dans les métiers du tourisme de l'hôtellerie, de la restauration de l'animation des territoires et du guidage.
- Mise en place de réseautage labélisé de produits, des hébergements et de la restauration et des sites à haute valeur paysagère et architecturale (villages ksours kasbah, piémonts, pics, sommets, vallées...)
- Mise en application d'actions concertées pour valoriser les produits du terroir et les savoirs faire, en agriculture, art culinaire artisanat etc... en ciblant des projets permettant d'étoffer l'offre Touristique en général et thématiser l'offre en général.
- Mis en application d'un schéma directeur d'itinéraires touristiques et de promenades incluant dans chaque espace, les tracés, les itinéraires les pistes et autres sentiers de promenades comprenant tous les éléments composants l'offre touristique " hébergements thématiques, degré de difficultés des randonnées et des circuits, classements et labels de toute l'offre.
- Mis en application d'une politique active d'encouragement des démarches environnementales recyclage des eaux, usage des énergies vertes, construction en matériaux bioclimatiques ,en favorisant un label de qualité thématisé, usage des transports non mécanisés ,facilitation et innovation en matière de transports et de mobilité des clientèles.
- Création d'un fonds de développement durable du tourisme qui financerait des actions et projets en tourisme durable en hébergement en restauration en démarche éco touristique.
- Mise en place d'un comité de pilotage pour évaluer, la mise en application des projets et actions inscrites à l'agenda de chaque acteur.
- En somme les pouvoirs publics à l'écoute des acteurs locaux pourraient trouver dans le tourisme solidaire et rural un nouveau gisement d'emplois, d'activités économiques qui pourraient réduire la pauvreté et la précarité dans des espaces en marge des villes et des grands centres urbains et péri urbains.
- Ce redéploiement spatial du tourisme, pourra créer des projets de proximité, rentables, pour l'état et les collectivités territoriales et donner un souffle nouveau au développement local selon de nouveaux paramètres dont le principal est : leitmotiv serait :A chaque territoire, sa chance.

Enfin au passage ,nous devons saluer les pionniers du tourisme solidaire, dans certaines régions pilotes, dans ce domaine, qui ont su, de manière extraordinaire à entreprendre des initiatives louables, à plus d'un titre, pour apporter une touche à leur petits coins et réaliser des projets éco touristiques tant au niveau de la démarche que du produit et de l'offre en général.

Ces régions pionnières, à ma connaissance sont dans la Kabylie dans l'arrière-pays loin des agglomérations ou des projets ont pu voir le jour grâce à l'abnégation et la volonté de personnes ou de populations qui ont porté dans le silence ,sans tambour ni trompette des projets phares, en matière de réhabilitation du bâti traditionnel ,pour redonner vie à des villages ,des maisons, des moulins et les insérer dans des projets éco touristiques .des animateurs d'espaces ont admirablement développer des projets dans les sports de montagnes, parapentes, escalades, alpinisme, ski, randonnée, vtt et autres.

D'autres ont réintroduit le cheval et le baudet, en tant que moyens de transport et de mobilité sans incidence sur la nature.et l'environnement.

Notre considération ira à tout ce qui dans ces espaces touristiques ont valorisé l'art culinaire, avec de nouvelles saveurs et de nouveaux parfums. Les produits du terroir dans l'agriculture bio, les fromages, laitage, les fruits et légumes ne sont pas en reste des dizaines de projets en milieu montagneux et au Sahara ont vu le jour, qui ont vu le jour, selon une démarche du " compter sur soi-même ". En dehors de la Kabylie dans son ensemble, d'autres projets phares, sont ont vu le jour dans le Mزاب, le Gourara et la Saoura particulièrement.

Des projets, de gîtes, de maisons d'hôtes, de tables d'hôtes, des projets valorisant l'artisanat comme c'est le cas à Timimoun .ont permis à des associations ,à des artisans ,des guides des chameliers à se réinvestir dans le tourisme. assurant des revenus complémentaires a des ksouriens, dont le besoin semble plus qu'une évidence. Toutes ces initiatives, pourraient donner un élan à un tourisme alliant développement et respect des valeurs culturelles des populations dans un esprit de convivialité et de partage entre tous les enfants de ce pays.

Recadrer les actions et établir une feuille de route, pour tous ces acteurs, serait une initiative des plus nécessaires, pour l'État, en tant que régulateur, promoteur et stratège en développement durable, en sachant bien que les territoires touristiques regorgent de possibilités et d'actions à valoriser pour saisir chaque opportunité de donner emplois ,ressources financières, à des communautés d'accueil, ce qui serait en fait un grand challenge dans l'avenir.

Le Quotidien d'Oran
26/02/2015
Par Mohamed Bourad

8. DECADENCE ET GABEGIE.

VALSE DES GESTIONNAIRES POUR DE MAIGRES RÉSULTATS

Jeudi dernier, Nouria Yamina Zerhouni, ministre du Tourisme, s'est rendue à Tipasa pour une visite de travail et d'inspection. Ainsi, les déplacements se multiplient et se succèdent sans l'ombre d'avancées ou d'un quelconque résultat concret. C'est, du moins, ce que dénoncent les professionnels du tourisme dont les voix s'élèvent, encore une fois, pour exposer une situation des plus déplorables.

“Jamais le secteur n'a connu un stade de décrépitude comme c'est le cas aujourd'hui sous la coupe de l'actuelle équipe dirigeante. Et jamais la profession n'a été autant dénigrée. Comme c'est triste...”, commencent-ils par dénoncer en s'interrogeant sur les réels objectifs de l'Algérie dans le domaine.

“On ne peut pas être réellement au fait de ce qui se passe en restant cloîtré dans une tour d'ivoire. Les véritables décisions s'inspirent du terrain, mais pas des visites programmées qui sont beaucoup plus une perte de temps et d'argent qu'autre chose”, ont-ils martelé, révélant que la dernière visite de la ministre à Tamanrasset a été un flop total. “Notre cri de détresse n'a jamais été entendu et nos correspondances sont restées sans suite, alors que nous enchaînons des années blanches.

Lorsque la ministre a daigné, enfin, visiter notre région, elle est repartie sans un regard pour les professionnels des voyages”, ont-ils déploré. L'on apprend, par ailleurs, que la ministre a fini par rencontrer, récemment, les représentants du Snav et de la Fnat pour les...“écouter”.

L'investissement en proie à des entraves administratives, des contractions des lois et procédures et les passe-droits. Pour aborder l'investissement, l'on avance toujours des chiffres qu'on arrive jamais à étayer. “Plus de 700 projets en cours”, nous dit-on souvent, sans dire combien de dossiers bloqués ou en difficulté, ou même abandonnés. Sans dire non plus combien peut prendre un projet pour voir le jour et le parcours du combattant que vit chaque investisseur pour faire aboutir ses idées...ou pas.

“Entre le discours et la réalité, c'est tout un monde qu'il vous faut découvrir, et gare à celui qui veut dénoncer ces entraves via la presse, car il est sûr de ne plus accéder à quoi que ce soit”, nous dit un investisseur sous le couvert de l'anonymat, faisant ressortir que “le choix d'aller investir au Sud est tout autant difficile contrairement à ce qu'on avance”. Il relèvera, en outre, une contradiction dans la réglementation elle-même.

“Lorsqu'on s'adresse à la wilaya pour la concession, on nous exige la promesse de crédit bancaire, et au niveau de la banque, on nous demande la décision d'attribution du terrain. Nous nous retrouvons ainsi ballottés entre les deux entités en proie à des formalités handicapantes au moment même où le quinquennat 2015-2019 accorde la priorité à l'investissement. On n'y comprend plus rien.”

L'investissement devrait être aussi et plus que jamais sur les compétences qui font cruellement défaut au secteur avec un Institut de tourisme (El-Aurassi) en déclin et des petites écoles qui viennent s'y greffer sans grande utilité. En 10 ans, 7 ministres et 8 DG de l'Office national du tourisme (ONT) pour de maigres réalisations.

La destination Algérie n'existe pas dans les brochures des tour-opérateurs étrangers. Les quelques apparitions sont l'effort personnel des agences de voyages algériennes qui, tant bien que mal, arrivent à tisser des liens personnels avec leurs homologues étrangers. L'Algérie continue à figurer sur la liste rouge de plusieurs pays et nos consulats ne lèvent pas le petit doigt pour améliorer notre image.

“Nous ne sommes pas associés quand il s'agit de participer à des manifestations internationales”, commencent par faire remarquer les professionnels du secteur qui pointent du doigt l'Office national du tourisme (ONT), organe de promotion. “Le programme de participation ne s'est jamais fait sur la base de critères logiques”, relèvent-ils, qualifiant la présence algérienne dans ce type de salons d'obsolète.

“Nous en sommes encore à des méthodes révolues et qui prêtent, souvent, à équivoque, ignorant les marchés cibles où l’ont devrait être plus percutant.

C’est aussi notre manière de participer qui est dénuée de toute imagination contrairement aux Marocains et aux Tunisiens dont les stands ne désemplissent jamais”, confient-ils, pour suivre que “nous nous retrouvons parfois avec des stands où le drapeau algérien n’est même pas disponible où aussi un personnel en costume cravate qui ne parlent pas un traître mot de la langue du pays où ils exposent, comme c’est souvent le cas pour Berlin, ni même de l’anglais”, rappelant, à l’occasion, la valse des hauts responsables dans le secteur qui se poursuit avec le passage de sept ministres et huit DG de l’ONT en l’espace de dix ans pour de maigres résultats.

“L’avant dernier DG de l’ONT (intérimaire) était gestionnaire d’un hôpital à Djanet avant de rejoindre l’ONT en tant que DGA pour se retrouver DG intérimaire .L’actuel n’est autre que l’ex-DG de complexe olympique du 5-Juillet démis de ses fonctions en2012”.

C’est dire que le secteur du tourisme n’est pas seulement le parent pauvre de tous les budgets, mais il est loin de constituer la priorité du gouvernement hormis dans les discours. Ça ne sert plus à rien de se voiler la face car, à ce rythme, la construction de “la destination Algérie” n’est pas pour demain.

La décadence de notre secteur touristique n’émane pas seulement de la mauvaise gestion des hôtels ou le manque d’infrastructures, mais relève aussi d’une incompétence généralisée accentuée par le manque de volonté politique pour changer la donne.

NABILA SAÏDOUN
01/03/2015
LIBERTE

9. LA WILAYA DE TIZI-OUZOU PEUT PRETENDRE A L'EMERGENCE D'UNE ECONOMIE DE MONTAGNE (RESPONSABLE) REGIONS

La wilaya de Tizi-Ouzou, de par ses spécificités géographiques et naturelles notamment, peut prétendre à

l'émergence d'une économie de montagne, a estimé, lundi, le directeur général chargé des Collectivités locales au ministère de l'intérieur et des collectivités locales. Belkacem Nacer Azzedine, qui intervenait à l'ouverture d'un colloque sur "l'économie de montagne et le développement local durable en Kabylie", organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a expliqué qu'en l'espace de quelques années, la wilaya de Tizi-Ouzou "est en train de réunir sérieusement toutes les conditions pour prétendre à l'émergence d'une économie de montagne dans le cadre d'un développement durable".

Il a souligné que cette wilaya devait s'occuper de l'économie de montagne, à travers l'exploitation des potentialités dont elle dispose, ajoutant que la thématique de ce colloque était d'actualité car "c'est durant cette année 2015 que nous préparons le cap vers le développement durable à travers son triptyque: efficacité économique, équité sociale et promotion écologique".

M. Belkacem Nacer a observé que cette dimension d'économie de montagne faisait "partie des préoccupations contenues dans la démarche préconisée dans la critériologie arrêtée par le ministère de l'intérieur pour mobiliser les ressources au profit des collectivités locales".

Pour sa part, le wali de Tizi-Ouzou, Abdelkader Bouazghi, a mis en exergue les potentialités de Tizi-Ouzou pour l'émergence d'une économie de montagne en précisant que "plus de 70% de la population de cette wilaya est rurale".

Il a rappelé les efforts de l'Etat dans la promotion de l'économie de montagne à travers notamment le financement, ces dix dernières années, de 250 programmes de proximité de développements durable (PPDRI) pour un montant global de 3 milliards de dinars, et l'inscription de 80.000 logements ruraux (dont 50.000 unités achevées) afin de fixer les populations dans leur milieu. Ces efforts, a-t-il recommandé, doivent être soutenus par l'implication des élus, de l'administration et du mouvement associatif dans la préservation de cet espace et la protection de l'environnement.

Hocine Haroune, président de l'APW, a indiqué, de son côté, que la wilaya disposait de ressources naturelles, financières et humaines, qui "peuvent constituer un vivier pour les populations et qu'il faudra valoriser par la création d'activités économiques durables".

Les travaux de cette rencontre se poursuivront demain mardi et seront sanctionnés par des recommandations.

Le Temps d'Algérie
02 - 03 - 2015

10. VALSE DES GESTIONNAIRES POUR DE MAIGRES RÉSULTATS LE REQUISITOIRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Les pouvoirs publics semblent décidés à mettre de l'ordre dans l'attribution des concessions pour l'exploitation des plages à travers une série de mesures concrètes, dont la gratuité des parkings.

Une fois n'est pas coutume pour deux institutions de l'État qui s'affrontent pour soutenir deux avis déférents. Pour le ministère du Tourisme, "Tout se met en place pour améliorer la situation du tourisme en Algérie", supposant, ainsi, qu'il existe déjà un minimum. Le ministère de l'Intérieur est, quant à lui, d'un tout autre avis. Hier, lors de la rencontre tenue à l'hôtel Oasis pour dresser le bilan de la saison estivale 2014 et préparer celle de 2015, M. Khal-di, représentant du ministère de l'Intérieur, a annoncé la couleur en appelant à bien définir le sens même d'une saison estivale et le tourisme balnéaire soutenant que "la nuance était de taille". Il balayera, ainsi, d'un revers de la main, ces discours interminables et creux que les cadres du ministère du Tourisme ressassent à chaque occasion. "Arrêtons de nous voiler la face et prétendre que l'Algérie peut faire du tourisme dans l'état actuel des choses", et d'enchaîner en marge de la rencontre que "c'est le laisser-aller total et l'absence de contrôle". Allusion faite, sans nul doute, à toutes les aberrations commises sur les plages, et ce, depuis des années sans que personne, et encore moins les ministres du secteur, puissent y changer quoi que ce soit. Dans un franc-parler rarement relevé chez les officiels, le représentant du ministère de l'Intérieur n'y est pas allé de main morte pour accabler un secteur qui se débat depuis longtemps dans un marasme, estimant qu'"il est temps que certaines pratiques cessent".

Les pouvoirs publics semblent ainsi décidés à mettre le holà aux irrégularités liées à l'attribution des concessions pour l'exploitation des plages à travers un éserine de mesures concrètes, dont la gratuité des parkings. Il annoncera, à ce propos, qu'une rencontre de concertation entre les déférents secteurs concernés aura lieu dans les prochains jours en vue d'adopter les dispositions adéquates". N'épargnant d'aucune manière un ministère trop souvent fermé sur lui-même, notamment avec l'équipe actuelle, M. Khaldi reconnaîtra que "les concessions ne sont pas toujours octroyées à des professionnels, mais plutôt à ceux qui ont de l'argent, dans la mesure où cela se fait par avis d'adjudication". À la question de savoir s'il faut carrément changer la loi, notre interlocuteur s'abstiendra de tout commentaire, mais en posant le problème autrement :

"Comment est-il possible qu'un petit pays comme Malte arrive à enregistrer des résultats probants, alors qu'un pays comme l'Algérie, avec autant de potentialités, n'arrive même pas à satisfaire la demande locale." En réponse à cet état de fait, les cadres du tourisme opposent des chiffres qui ne riment absolument à rien tant qu'ils ne reflètent pas l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'économie du pays.

"100 millions d'estivants pour 2014", lancera le SG du ministère, sans décortiquer de telles statistiques en chiffres d'affaires, en volume de nuitées, ou encore en postes d'emploi. "Nous sommes toujours dans la facilité et le bricolage", s'élèvent des voix parmi les participants pour dénoncer une situation délicate. "Tant que l'aspect législatif n'est pas réglé et les vides juridiques pas comblés, ce n'est pas la peine d'aspirer à un quelconque avenir touristique pour ce pays."

Les représentants de la Fédération des agences de voyages se sont également plaints, de leur côté, "de ne pas être associés dans les débats importants" et rappellent que "la loi sur les agences de voyages, censée être revue, croupit dans les tiroirs". En attendant, les agences de voyages du Sud et du Grand-Sud vivent une situation de désarroi sans susciter le moindre regard, alors que les représentants de l'Onat et ceux de l'ONT

ne sont pas là pour rendre des comptes sur un quelconque résultat. Elles sont, pourtant, plus de 1 000 agences de voyages à s'acquitter de 1% de leur CA destiné à la promotion.

NS 03/03/2015 LIBERTE

11. TIZI-OUZOU : PLAIDOYER POUR UN FONDS SPECIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE

Les participants à un colloque sur l'économie de montagne et le développement local durable en Kabylie, organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou, ont plaidé, mardi, en faveur de la mise en place d'un fonds spécial pour le développement des zones de montagne.

Lors de cette rencontre, qui s'est ouverte lundi, des intervenants dont des élus locaux et des universitaires, ont souligné la nécessité de la mise en place d'un fonds spécial destiné à la promotion et au développement des zones de montagne, à l'instar de celui créée pour les régions du sud et des hauts-plateaux.

Aoudj Mohand Akli, architecte et spécialiste en aménagement du territoire, a rappelé que la loi du 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagne dans le cadre du développement durable, prévoit dans son article 13, la création d'un fonds pour la montagne, "qui n'a pas été mis en place", a-t-il déploré.

Ce fonds, a-t-il précisé, est destiné à développer ces zones en soutenant, entre autre, le financement des activités et opérations visant la protection, la promotion et l'habilitation des zones de montagne.

La wilaya de Tizi-Ouzou dont le territoire est à 85% montagneux doit s'inscrire dans une démarche de développement de l'économie de montagne pour "promouvoir ce massif qui abrite plus des deux tiers des ses habitants afin d'offrir un avenir décent aux villageois et prendre en charge les transformations spatiales des villages qui se densifient anarchiquement", a souligné M. Aoudj.

Les travaux de ce colloque se sont achevés sur la prise d'une série de recommandations appelant à la promotion des zones de montagne dans le cadre d'un développement durable, à la protection de l'environnement et à la préservation du massif montagneux.

Un dossier comportant les conférences présentées dans le cadre de cette rencontre, les recommandations du colloque et un CD contenant un film documentaire sur les potentialités économiques de la région montagneuse de Tizi-Ouzou, sera établi et transmis aux institutions élues et administratives, en relation avec le développement locale, a fait savoir le président de l'APW, Hocine Haroune.

Le Temps d'Algérie
03 - 03 - 2015

12. LE P/APW A PROPOS DE L'ECONOMIE DE MONTAGNE ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE EN KABYLIE

Le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi Ouzou, Hocine Haroun, a estimé, lundi dernier que la gestion centralisée a montré ses limites s'agissant de l'économie de montagne et du développement local durable.

« L'Etat planifie sa politique de développement de manière verticale en dotant les territoires d'infrastructures de développement économique et social suivant un système de quotas par budget centralisé, sectoriel et Plans communaux de développement (PCD) », a-t-il indiqué. Il s'exprimait à l'ouverture des travaux d'un colloque autour de l'économie de montagne et développement local durable en Kabylie, qu'organise depuis hier l'institution qu'il représente. « Nous vivons un contexte socioéconomique qui, avec diverses et récurrentes expériences, peine à évoluer », a relevé le P/APW . « Le financement sectoriel des infrastructures de services, sociales et culturelles, les dispositifs d'aide à la création d'emploi (Ansej, Cnac, Angem), ou ceux d'aide à l'agriculture (Pnr, Pnda) peinent à enclencher une mise en route d'un programme de développement durable, harmonieux et équilibré à même de satisfaire la demande basique du citoyen », a-t-il fait observer. M. Haroun en veut pour preuve le chômage galopant, notamment, a-t-il dit, des universitaires, une dégradation criante du pouvoir d'achat des ménages, une délinquance juvénile qui ne faisait guère partie de nos us et coutumes.

Evoquant le développement local, le P/APW de Tizi Ouzou considère que celui-ci est la valorisation des ressources à travers l'engagement des acteurs territoriaux, segment de développement le moins appliqué, maîtrisé, ni même envisagé chez nous alors que dans certains pays développés ou en voie de l'être, le procédé constitue un mode de vie pour les gouvernants autant que pour les gouvernés. Aussi a-t-il suggéré plus de prérogatives en matière de gestion, de finance et de décision à l'élu, aux comités de villages et aux associations à même de permettre, a-t-il indiqué encore, l'application de ce concept qu'est le développement local durable. M. Haroun n'omet pas, à cet effet, de rappeler que la démarche de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou s'inscrit pleinement dans les nouvelles politiques de diversification de l'économie hors hydrocarbures qui s'imposent au pays au regard de l'instabilité de l'économie mondiale qui annonce des signaux alarmants avec la dégringolade actuelle des cours du pétrole. Nous assignons à cette manifestation la mission de servir de feuille de route à travers une force de proposition que nous comptons mettre en chantier, exploitant les opportunités économiques que nous offrent ces territoires de par leurs vocations et le savoir-faire collectif, ainsi que les valeurs socioculturelles des citoyens qui y résident, a-t-il conclu, souhaitant que l'ensemble des acteurs sociaux, pouvoirs publics, économistes, élus, comités de villages, et autres associations s'y impliquent pleinement de par leurs réflexions, recommandations et observations à l'effet d'éclairer, ensemble, la question d'importance qu'est le développement local durable et, amorcer, ensemble, son entreprise.

La Nouvelle République 03/03/2015

13. HAMEL ENTAME UNE VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION A TIZI OUZOU.

Le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Hamel Abdelghani a entamé une visite très tôt se matin, mercredi matin, à Tizi Ouzou pour une visite de travail et d'inspection. Il aurait effectué une bref visite dans la maison de culture Mouloud Maamri de la ville de Tizi Ouzou ou il a présidé une séance de travail avec les cadres locaux de la police. La presse locale n'a pas été conviée contrairement à la précédente venue du DGSN dans la wilaya de Tizi Ouzou. Certaines sources tentent d'expliquer que la rencontre est exclusivement réservée aux éléments de la sûreté nationale et a un caractère « interne ».

14. COLLOQUE A L'APW DE TIZI OUZOU : PLAIDOYER POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE

Les intervenants au colloque organisé par l'APW de Tizi Ouzou, s'étaient attelés, lundi, à débattre des mécanismes susceptibles de favoriser l'économie de montagne et le développement durable en Kabylie.

Dans cet ordre d'idée, d'ailleurs, Mohand Akli Aoudj, architecte urbaniste a estimé, lors de son intervention, que «parler de développement dans la wilaya fait penser immédiatement à son relief essentiellement montagneux, par conséquent à son hostilité à l'urbanisation et particulièrement à l'industrialisation».

Le même intervenant a également souligné que les hautes montagnes représentent 51, 84% du territoire de la wilaya. Selon M. Aoudj, «la montagne abrite plus des 2/3 de la population dans une constellation de plus de 1500 villages en mutation rapide. Cette étendue montagneuse est caractérisée par des structures de production économique et la progression de la disparité des bases productives traditionnelles».

«Même si plus de 45 000 logements ruraux ont été réceptionnés, même si le taux de pénétration en gaz a dépassé 60%, le manque criard d'offres d'emploi, le manque d'infrastructures culturelles et sportives, la prolifération de décharges incontrôlées et la collecte des eaux usées sans traitement, risquent de rendre l'espace villageois invivable», a précisé le même spécialiste qui rappelle la nécessité de relancer les projets de zones industrielles de Souama, Draâ El Mizan et Tizi Gheniff. «La prise en charge des transformations spatiales des villages est un impératif urgent, sans quoi les candidats au départ vers la vallée n'en seront que plus nombreux», a-t-il fait remarquer avant de souligner l'urgence de continuer à revendiquer la mise en place d'un fonds pour le développement des zones de montagne à l'instar du fond spécial du Grand Sud et des Hauts-Plateaux.

Par ailleurs, pour sa part, Hocine Haroun, président de l'APW, a relevé dans son allocution que les dispositifs d'aide à l'investissement en général, à travers des mécanismes d'exonération fiscale et parafiscale ont montré leur incapacité et limites à la mise en route d'un programme de développement durable et équilibré. «Notre démarche s'inscrit pleinement dans les nouvelles politiques de diversification de l'économie hors hydrocarbures», a-t-il affirmé. De son côté, Bouzid Sennane, économiste et de l'association ID Méditerranée de Marseille, a donné une communication sur le thème : «Emigration, coopération décentralisée et contribution au développement local et territorial avec les régions, villes, communes en Algérie : L'expérience de ID Méditerranée sur la région de Kabylie».

Notons que le même colloque s'est poursuivi, hier, avec, entre autres, la communication de M. Hammoum, enseignant à la faculté de biologie de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou qui est intervenu sur la gestion des déchets dans un village de la wilaya de Tizi Ouzou.

Hafid Azzouzi

Le 04.03.15

elwatan

15. COLLOQUE A L'APW DE TIZI OUZOU : PLAIDOYER POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE

Les intervenants au colloque organisé par l'APW de Tizi Ouzou, s'étaient attelés, lundi, à débattre des mécanismes susceptibles de favoriser l'économie de montagne et le développement durable en Kabylie.

Dans cet ordre d'idée, d'ailleurs, Mohand Akli Aoudj, architecte urbaniste a estimé, lors de son intervention, que «parler de développement dans la wilaya fait penser immédiatement à son relief

essentiellement montagneux, par conséquent à son hostilité à l'urbanisation et particulièrement à l'industrialisation».

Le même intervenant a également souligné que les hautes montagnes représentent 51, 84% du territoire de la wilaya. Selon M. Aoudj, «la montagne abrite plus des 2/3 de la population dans une constellation de plus de 1500 villages en mutation rapide. Cette étendue montagnaise est caractérisée par des structures de production économique et la progression de la disparité des bases productives traditionnelles».

«Même si plus de 45 000 logements ruraux ont été réceptionnés, même si le taux de pénétration en gaz a dépassé 60%, le manque criard d'offres d'emploi, le manque d'infrastructures culturelles et sportives, la prolifération de décharges incontrôlées et la collecte des eaux usées sans traitement, risquent de rendre l'espace villageois invivable», a précisé le même spécialiste qui rappelle la nécessité de relancer les projets de zones industrielles de Souama, Draâ El Mizan et Tizi Gheniff. «La prise en charge des transformations spatiales des villages est un impératif urgent, sans quoi les candidats au départ vers la vallée n'en seront que plus nombreux», a-t-il fait remarquer avant de souligner l'urgence de continuer à revendiquer la mise en place d'un fonds pour le développement des zones de montagne à l'instar du fond spécial du Grand Sud et des Hauts-Plateaux.

Par ailleurs, pour sa part, Hocine Haroun, président de l'APW, a relevé dans son allocution que les dispositifs d'aide à l'investissement en général, à travers des mécanismes d'exonération fiscale et parafiscale ont montré leur incapacité et limites à la mise en route d'un programme de développement durable et équilibré. «Notre démarche s'inscrit pleinement dans les nouvelles politiques de diversification de l'économie hors hydrocarbures», a-t-il affirmé. De son côté, Bouzid Sennane, économiste et de l'association ID Méditerranée de Marseille, a donné une communication sur le thème : «Emigration, coopération décentralisée et contribution au développement local et territorial avec les régions, villes, communes en Algérie : L'expérience de ID Méditerranée sur la région de Kabylie».

Notons que le même colloque s'est poursuivi, hier, avec, entre autres, la communication de M. Hammoum, enseignant à la faculté de biologie de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou qui est intervenu sur la gestion des déchets dans un village de la wilaya de Tizi Ouzou.

Hafid Azzouzi
le 04.03.15
el watan.

16. À QUAND UN FONDS POUR LES ZONES DE MONTAGNES ? COLLOQUE SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL A TIZI OUZOU

Les participants ont relevé la nécessité et l'urgence de créer un Fonds pour le développement des zones de montagnes, et ce, à l'instar du Fonds spécial du Sud et des Hauts-Plateaux, doté de ressources par les différentes lois de finances.

L'hémicycle Rabah-Aïssat de l'APW de Tizi Ouzou a abrité, lundi et mardi, un colloque sur l'économie de montagne et le développement local durable en Kabylie. Y ont pris part des directeurs de wilaya, des élus, des membres du mouvement associatif et des enseignants universitaires. L'un des participants, Mohand Akli

Aoudj, architecte spécialisé en aménagement du territoire, a animé une communication ayant pour thème : "Le Fonds de développement des zones de montagnes".

Il a procédé à un état des lieux sur le développement local et sur les mutations de l'espace villageois. L'orateur relèvera la nécessité et l'urgence de créer un fonds pour le développement des zones de montagnes dénommé "Fonds pour la montagne", et ce, "à l'instar du Fonds spécial du Sud et des Hauts-Plateaux qui a été doté de ressources par les différentes lois de finances", tout en indiquant que "les zones de montagnes sont des zones à promouvoir et que, par conséquent, l'ensemble des communes du massif du Djurdjura auraient pu bénéficier d'allégements fiscaux et parafiscaux".

"Il est de tradition que les montagnes restent en marge et fassent les frais du développement urbain et industriel. Sachant que la haute montagne représente 51,84% du territoire de la wilaya, la moyenne montagne 31,42%, le piémont 10,50% et les plaines ne représentent que 6%, la montagne s'étend sur 84% du territoire de la wilaya et abrite plus des 2/3 de la population dans une constellation de plus de 1 500 villages en mutation rapide. Cette étendue montagnaise est caractérisée par l'absence de structures de production économique et la progression de la disparition de bases productives traditionnelles", soulignera M. Aoudj.

Et d'ajouter : "Connecté sur le monde urbain, l'espace villageois a connu une urbanisation comportementale qui a formé des néo-villageois porteurs d'aspirations identiques à celles des populations des villes". Il s'agit là d'un dualisme village-ville qui n'est pas sans conséquence sur le quotidien des habitants locaux, mettra-t-il en garde.

"Le dualisme village-ville, peu ressenti jusque-là, ne manquera pas de s'exacerber sous le poids de la dégradation des conditions de vie des populations villageoises. Autrement dit, combien des 800 000 villageois peuplant les montagnes de Tizi Ouzou vont pouvoir résister aux forces répulsives que développe l'espace social montagnard, d'une part, et l'attraction qu'exercera le milieu urbain, d'autre part", dira M. Aoudj tout en réaffirmant l'urgence de prendre en charge les transformations spatiales des villages, un impératif urgent, sans quoi les candidats au départ vers la vallée n'en seront que plus nombreux.

Il rappellera en dernier un ensemble de textes relatifs à l'aménagement et au développement durable du territoire comme, entre autres, la mobilisation des ressources hydrauliques par des techniques adaptées, le développement de l'agriculture et de l'élevage de montagne, l'exploitation optimale des ressources locales en développant l'artisanat, le tourisme et les activités de loisirs adaptées à l'économie de montagnes ainsi que la promotion des centres de vie.

Tighilt Kouceila
Liberté
05 - 03 - 2015

17. - وزارة السياحة ترأسل الولاية للقضاء على النقاط السوداء استعدادا لموسم الاصطياف



- الشواطئ خلال صيف 2015 ستكون بالمجان

تعززت وزارة السياحة، القضاء على النقاط السوداء عبر الشواطئ قبل بداية موسم الاصطياف، حيث راسلت وزيرة السياحة يمينة زرهوني، الولاية بهذا الخصوص من أجل اتخاذ كافة التدابير.

انطلقت وزارة السياحة في مراسلة ولاية الجمهورية الذين بدورهم قاموا بمراسلة المديريات الولائية والبلديات الساحلية من أجل اتخاذ كافة الإجراءات والتدابير اللازمة التي من شأنها القضاء على النقاط السوداء والسلبات التي طغت على موسم الاصطياف التي مضت خلال السنوات القليلة الماضية، بسبب رخص الاستغلال التي تمادت بعض الجهات في تكييفها من خلال منع العائلات من الاستجمام بالشواطئ التي تم خوصصتها بشكل أثار استياء وغضب الجزائريين وكذا المغتربين، بسبب فرض إتوات وغرامات عن كل لحظة أمام شاطئ البحر.

وشرعت وزيرة القطاع، يمينة زرهوني في مراسلة ولاية الجمهورية وكذلك مسؤولي قطاعها عبر كافة الولايات الساحلية المعنية بالتعليمية الوزارية، والتي مفادها، إعطاء الأهمية البالغة للشواطئ وتهيتها من أجل استقبال موسم اصطياف يكون في المستوى.

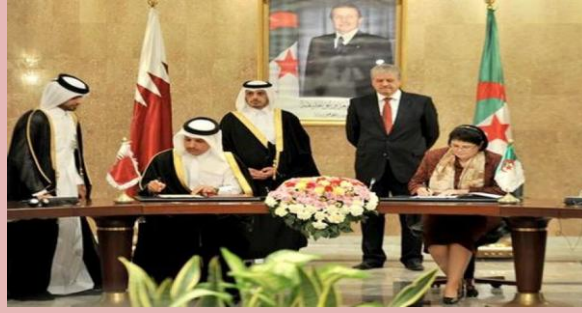
وأكدت مصادرنا أن عددا من الولاية قد أعلنوا الحرب على مافيا الشواطئ التي امتدت إليها أيادي استنزاف العقار وبنيت فوقها البنايات الفوضوية عبر الشواطئ وهو ما يسيل لعاب مافيا العقار كل موسم لأجل البزنسة في الشواطئ أمام العام والخاص وبأسعار خيالية، وهي التعليمات التي دعت زرهوني لتطبيقها بحذافيرها خاصة مع القانون الجديد الذي يمنع استغلال الشواطئ ويلغي مخططات الامتياز بها، الذي كان محل مد وجزر طيلة السنوات الفارطة نتيجة عدم احترام المؤجرين مجانية الشواطئ بنسبة 70 بالمائة والاستغلال بنسبة 30 بالمائة، حيث كانت العائلات تطالب لدى دخول شواطئ عامة بدفع مبالغ باهظة مقابل السباحة وهو ما رفضه الكثيرون من محبي السياحة الشاطئية بعيدا عن الاستغلال والامتياز، الأمر الذي سيكون حاضرا بقوة هذا الموسم، ما جعل الوزيرة زرهوني تطالب الولاية ومديريات السياحة بتكثيف خرجات المفتشين بمديريات السياحة للوقوف على كل شاردة وواردة بقطاعها والحد من التجاوزات التي تنغص على المصطافين سياحتهم وراحتهم.

جاء هذا القرار بالموازاة مع قرار آخر بتخصيص مكاتب توجيه ودعم واتصال يشرف عليها الشباب من خريجي المعاهد والجامعات الجزائرية عبر جميع الولايات الساحلية، حيث كشف الأمين العام للوزارة، أنه تم منح تعليمات للمديريات الوصية بتوظيف هذه الشريحة عبر الوكالات المحلية لتشغيل الشباب "أنام" وسيتم تفعيل هذه المناصب ابتداء من موسم الاصطياف المقبل.

كهينة. ب 08/03/2015

الخبير

18. التوقيع على مذكرة تفاهم بين الجزائر ودولة قطر في مجال الاستثمار السياحي العقاري



التوقيع على مذكرة تفاهم بين الجزائر ودولة قطر في مجال الاستثمار السياحي العقاري

الجزائر وقعت يوم الأحد بالجزائر العاصمة مذكرة تفاهم في مجال الاستثمار السياحي العقاري بين الوكالة الوطنية لتنمية السياحة بالجزائر وشركة الديار القطرية.

و وقع على هذه المذكرة عن الجانب الجزائري وزيرة السياحة والصناعة التقليدية نورية يمينة زرهوني وعن الجانب القطري وزير المالية بدولة قطر علي شريف العمادي وبحضور الوزير الاول عبد المالك سلال ورئيس مجلس الوزراء وزير الداخلية بدولة قطر الشيخ عبد الله بن ناصر خليفة آل الثاني .

يذكر أن الوزير الاول عبد المالك سلال أجرى في وقت سابق من مساء اليوم مباحثات مع رئيس مجلس الوزراء وزير الداخلية لدولة قطر الذي شرع مساء اليوم في زيارة عمل وصدافة للجزائر تدوم ثلاثة أيام بدعوة من الوزير الأول عبد المالك سلال .

وتتدرج زيارة رئيس مجلس الوزراء القطري في إطار الحوار السياسي الذي يقيمه البلدان على أعلى المستويات كما ستكون مناسبة للتطرق إلى مجمل المسائل المرتبطة بتطور العلاقات الثنائية في بعديها السياسي والاقتصادي.

وسينتم خلال هذه الزيارة إطلاق مشروع إنجاز مركب الحديد و الصلب ببلارة (ولاية جيجل) في إطار الشراكة الصناعية بين مؤسستي سيدار وقطر ستيل.

www.aps.dz

09/03/2015